

# Gestion des Connaissances et l'Apprentissage Sectoriel en matière d'Approvisionnement en Eau potable, Hygiène et Assainissement en République Centrafricaine



La RCA traverse une crise socio-politique marquée par l'instabilité des institutions et l'insécurité, dont les effets ont des répercussions directe sur la promotion de la Gestion de Connaissances et l'Apprentissage Sectoriel (GCAS) dans le secteur Approvisionnement en Eau potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA). Il existe un manque d'expériences avéré en matière de GCAS lié notamment à la limitation du temps alloué par les professionnels du secteur AEPHA qui devraient en faire la promotion.

Le Ministère en charge de l'Hydraulique est l'institution gouvernementale faitière en charge du secteur AEPHA en République Centrafricaine (RCA). A ce titre, elle a en charge la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'AEPHA. Cependant, elle n'a que peu d'expérience en matière de GCAS. Le constat général de la part des acteurs est qu'il y a un fort besoin de renforcement des capacités en matière de GCAS.

## INTRODUCTION

Générer, collecter, mettre à profit et partager les connaissances organisationnelles en matière d'eau et d'assainissement sont des éléments cruciaux pour améliorer la qualité, l'équité et la durabilité des services AEPHA. Pour garantir l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, il faut que les gouvernements et les acteurs du secteur fondent leurs décisions et leurs actions sur les meilleures informations disponibles pour garantir les meilleurs résultats, et agir aussi efficacement que possible.

Le partenariat UNICEF-IRC (2015-2017) vise à soutenir 11 pays d'Afrique de l'ouest et du centre (AOC) dont la RCA, dans des projets de GCAS, afin d'assurer que les enseignements soient diffusés et mis à profit dans la fourniture de services AEPHA durables et équitables. Le partenariat vise également à renforcer les capacités organisationnelles au niveau régional pour faciliter les échanges d'informations sur l'AEPHA entre les pays d'AOC. La première composante de ce partenariat est l'évaluation des capacités de GC et d'AP dans la région. Il s'agit principalement d'effectuer, en collaboration avec 11 bureaux pays de l'UNICEF, un relevé visant à identifier et évaluer les capacités et les potentiels de GC à travers la région.

La RCA n'est pas beaucoup avancé en matière de GCAS. La seule plateforme d'échanges et matière de partage et d'apprentissage est le cluster WASH. Mais cette plateforme est essentiellement consacrée à l'humanitaire et les données concernant le développement ne sont pas toutes prises en compte. Les principales lacunes en matière de GCAS et d'échanges d'informations sont les suivantes:

- Il existe un manque d'expériences avérées en matière de GCAS dans le pays;
- Les données produites et les leçons apprises au niveau des organisations ne sont pas documentées;
- Il n'existe pas ou peu de plateformes d'apprentissage; et
- Le temps alloué par les professionnels du secteur à la GCAS est assez limité.

## RAPPORT ÉVALUATION DE LA PRATIQUE ACTUELLE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Dans le cadre de l'évaluation faite au niveau national, un nombre limité (8) d'entrevues ont été effectuées avec les différents groupes de parties du secteur de l'AEPHA, au moyen d'un questionnaire. Les résultats ont été validés et discutés dans le cadre d'une réunion des parties impliquées en AEPHA, le 18 décembre 2015, et dont les recommandations ont été intégrées



dans le document final. Un plan d'action de suivi GC/AS a été élaboré ainsi que la déclaration d'intérêt. Ainsi, la RCA a soumis son plan d'action et attend le résultat du processus de sélection.

## PRATIQUES D'APPRENTISSAGE SECTORIELLES

### Apprentissage et partage au sein du pays (réseaux, manifestations et visites d'étude)

La plupart des répondants (62%) affirment ne pas connaître de plateformes GCAS; 25% indiquent ne pas savoir si de telles plateformes existent, et 13% affirment connaître. Ceci montre une méconnaissance de la GCAS car la plupart des organisations interrogées participent au cluster WASH qui organise des réunions régulièrement. C'est la seule plateforme fonctionnelle dans le contexte d'urgence que connaît le pays.

Certains échanges se font par mails avec possibilité d'intégrer les appels téléphoniques, les sms, les medias par les partenaires de mise en œuvre et les bailleurs/partenaires techniques qui se conforment aux normes établies.

Les visites d'études et de terrain sont organisées par la plupart des acteurs. Ils ont pour objectif essentiel le suivi de la mise en œuvre des activités et parfois des objectifs d'apprentissage pour les stagiaires et débutants.

La majeure partie des répondants indiquent que le secteur organise régulièrement des manifestations d'échange (ateliers, conférence). Les bénéfices portent sur la création de contacts et le réseautage, l'acquisition de nouvelles connaissances et des opportunités pour le personnel et l'organisation.

### Apprentissage et partage au niveau régional et international

La participation aux manifestations régionales et globales est limitée (50% des répondants affirment n'y jamais participer); seulement 25% et 12% des répondants affirment participer souvent à des manifes-

tations régionales et mondiales, respectivement. Les ONG nationales et l'université sont complètement absentes de ces manifestations.

Un constat similaire s'applique pour la contribution à ces plateformes; toutefois les répondants participent légèrement plus souvent aux manifestations régionales (25% contre 13%). Pour ceux qui participent, les bénéfices portent d'abord sur la possibilité de contacts et de réseautage, suivi des opportunités pour l'organisation et l'acquisition de nouvelles connaissances.

La participation à des visites d'étude est plus importante; 62% des répondants affirment y participer parfois. Les répondants privilégient néanmoins les visites d'étude nationales. Le Burkina Faso (44%) et le Sénégal (31%) sont clairement privilégiés pour les visites d'études. Le 2iE, l'institut Bioforce et le CEFOC tous situés au Burkina Faso, sont clairement ciblés par les ONG nationales et les entités gouvernementales. A l'exception de l'IRD au Cameroun, les pays voisins ne sont pas cités.

#### Besoins thématiques en information

Le financement des services d'AEPHA est le thème le plus en demande par les répondants. Les thèmes de la professionnalisation des services, des PPP, du marketing de l'assainissement, la pérennité des services et du traitement des eaux domestiques sont ex-aequo en 2e position.

Par ailleurs, les besoins d'information sont différents au niveau des structures : par exemple, les informations du gouvernement concernent ce qui est fait au niveau des communautés; les informations des ONG concernent les normes, les politiques nationales, les données globales et enfin les Universités et les insti-

tuts. Toutefois pour améliorer la GCAS il faut disposer d'un répertoire d'information, rendre l'information disponible et mettre en place une structure de centralisation des informations/données.

#### Revue sectorielle conjointe

La connaissance de l'organisation d'un examen sectoriel conjoint (revue sectorielle annuelle) est de 75% (combinaison de 13% -une fois par an, et 62% -occasionnellement). L'examen sectoriel conjoint étant plutôt connu sous le nom de revue annuelle conjointe en RCA.

Le gouvernement est toujours l'initiateur de l'Examen Sectoriel Conjoint (ESC). 67% des répondants contribuent également à la préparation de l'ESC, soit 50% toujours et 17% parfois. Tous les types d'organisation à l'exception des ONG nationales sont impliqués dans l'initiation de l'ESC. 62% des répondants indiquent que le travail de leur organisation est impacté par l'ESC. L'impact porte sur les orientations stratégiques et les recommandations sur les priorités du secteur. Toutefois, il faut noter que depuis 2009, il n'y a plus eu d'examen sectoriel conjoint.

#### Recommandations

La principale recommandation est de recenser les besoins en formation et faire un plan de renforcement de capacités.

### PRATIQUES DE GESTION DES CONNAISSANCES, INDIVIDUELLES ET ORGANISATIONNELLES

De façon globale, tous les acteurs interagissent assez fréquemment entre eux hormis les politiciens. Au niveau organisationnel, on remarque qu'il n'existe pas de véritable politique en la matière hormis quelques organisations. (Figure 1)

#### Fréquence d'interaction avec les acteurs du secteur

(0=jamais, 1=rarement, 2=annuel, 3=mensuel, 4=hebdomadaire, 5=quotidien)

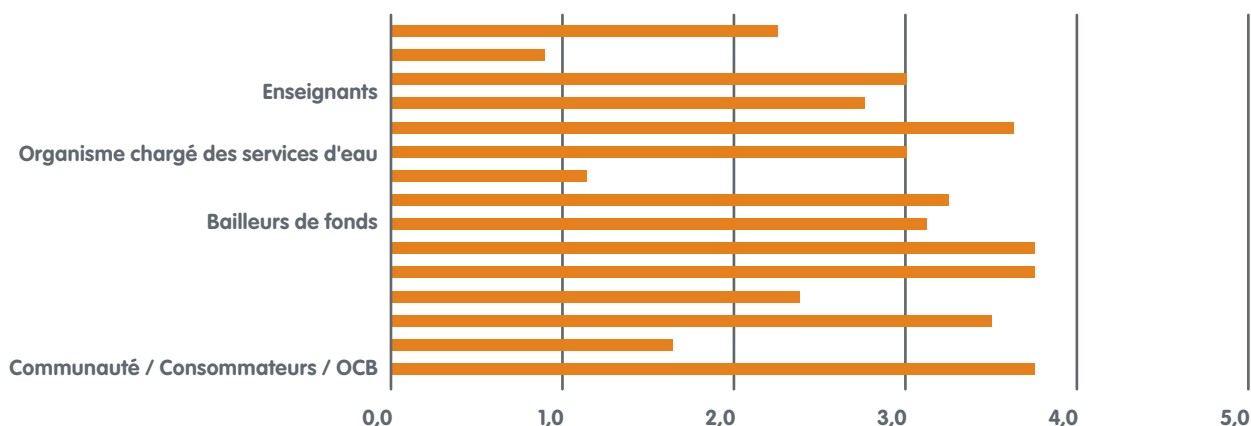


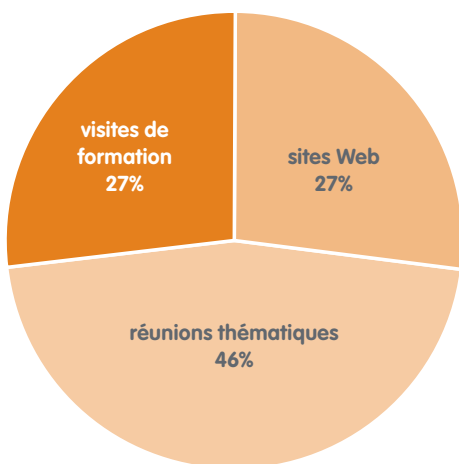
Figure 1 Fréquence des interactions professionnelles

**Accès aux informations**

Le groupe communauté/consommateurs/OSC ainsi que les ministères de l'approvisionnement et de la ressource en eau bénéficient de la plus grande fréquence d'interaction avec le secteur. Les politiciens, les fournisseurs d'eau sont ceux avec qui le secteur interagit le moins. Pour impliquer les autres acteurs, il faut plus les informer et favoriser le partage d'information. Sans surprise, ce sont les répondants des entités gouvernementales qui interagissent le plus fréquemment, sur base quotidienne, avec les Ministères (responsable de l'approvisionnement en eau, de la ressource en eau et de l'assainissement), suivi des ONG internationales et des Universités. Le ministère responsable de l'AEPHA échange peu avec les ONGI mais sur une base hebdomadaire avec les ONG nationales. Dans l'ensemble, les échanges se font plusieurs fois par mois.

Les réunions thématiques (Figure 2) sont de loin le principal canal d'échange d'information en RCA (46%) suivi par les sites Internet (27%) et des visites de formation. Tous les types d'organisations fréquentent les réunions thématiques.

Les documents sur les politiques, directives, ainsi que les rapports de suivi sont les trois types de produits de savoirs disponibles en quantité suffisante. Les vidéos et les images sont les moins disponibles. Par ailleurs, Les nouvelles du secteur constituent le type d'information le plus recherché, suivi des coordonnées des personnes et du matériel pédagogique. Dans l'ensemble, les types d'information sont recherchés sur une base mensuelle.



sessions de questions-réponses: 0%

**Figure 2** Principaux canaux d'échange d'information dans le pays

**Conditions propices au niveau organisationnel**

63% des organisations répondants ont une stratégie de communications, les entités gouvernementales ainsi que certaines ONG nationales n'en possèdent pas. 75% des organisations répondants ont une stratégie de gestion de l'information et favorisent le partage de l'information à l'interne. 62% des répondants n'ont toutefois pas de budget spécifique pour la gestion de l'information et non pas de poste spécifique à la gestion des connaissances occupé. Il s'agit des entités gouvernementales, des universités et d'ONG nationales. Le même constat se pose pour l'existence d'un budget pour la communication.

**Capacités de gestion des connaissances**

Dans l'ensemble, les répondants ont contribué à au moins un produit d'information. Tous les répondants affirment avoir personnellement contribué à la rédaction de textes et à la production de matériel audiovisuel. Seul deux répondants (une université et une ONGI) ont contribué à des publications Web. Les compétences managériales sont clairement recherchées par les répondants. Par contre, des politiques organisationnelles et des formations en gestion des connaissances et en apprentissage sectoriel pourraient clairement aider la performance des répondants. Les compétences et équipement pouvant immédiatement amélioré la performance des répondants portent d'abord sur l'acquisition de compétences, ensuite sur l'équipement informatique. De plus, la majorité des organisations offrent des possibilités de formation personnelle.

**Recommandations**

Il faut mettre l'accent sur la formation, l'importance d'une stratégie de communication, établir des accords de partenariats entre ONG nationales et ONG Internationales pour renforcer les capacités ONG locales.



Vu de l'assistance lors de l'atelier de validation des résultats 17 décembre 2015

## VALIDATION DU RAPPORT: DISCUSSION ET ANALYSE DE LA GCAS

L'atelier de validation pays a porté sur la présentation des résultats de l'enquête faite auprès des acteurs du secteur. L'échantillon n'étant pas exhaustif, le but était avec la participation d'un plus grand nombre d'acteurs

de confirmer ou d'infirmer les résultats de l'enquête pour voir si elle traduisait bien les réalités du pays en matière de GC et AS. La méthodologie utilisée était de présenter d'abord les résultats puis des débats ont suivi pour confirmer certains points soulevés par l'équipe IRC.

### FFOM de la pratique GCAS dans le secteur AEPHA

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Existence de données collectées par les acteurs	Absence de véritable plateforme dédié GCAS	Existence du système d'information du secteur (SISE)	Situation socio-politique du pays
Existence du cluster WASH	Manque de staffs compétents en GCAS	Volonté des acteurs d'améliorer la GCAS	

## RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

Le renforcement du secteur de la GC et AS en RCA se fera sur le plan du cadre d'apprentissage, le développement des capacités et la mise en place d'outils d'apprentissage sectoriel.

Au niveau du cadre d'apprentissage, il s'agira de la mise en place d'une plateforme d'apprentissage et la création d'un site web.

Au niveau du développement des capacités, il s'agira de la formation des points focaux en charge d'appuyer les structures à mettre en place de la GC et AS au niveau des organisations et l'appui en équipements.

Au niveau des outils d'apprentissage sectoriel, il s'agira de la mise en place d'outils d'apprentissage sectoriel et faire le lien avec ceux existants et l'appui de l'opérationnalisation du système d'information du secteur de l'Eau (SISE).

La réunion de validation a recommandé que le pays participe à la phase 2 du partenariat, demandant un support UNICEF – IRC à l'élaboration d'un plan stratégique pour renforcer la GCAS dans le secteur AEPHA.

## RÉFÉRENCES

UNICEF RCA. 2016. Rapport Évaluation de la pratique actuelle en République Centre Afrique (non publié)

## À PROPOS DE CETTE NOTE D'INFORMATION

Ce document a été produit par UNICEF RCA en collaboration avec IRC (2016) pour le partenariat UNICEF - IRC gestion des connaissances et l'apprentissage du secteur dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

### Contact

#### UNICEF RCA

Rue Joseph Degrain Brazza  
P.O. Box, 907, Bangui, Central African Republic

**Amah Klutse**, Chief WASH, [aklutse@unicef.org](mailto:aklutse@unicef.org), +236 7007 5394

**Michel-Ange Lebaramo**, WASH Officer, [malebaramo@unicef.org](mailto:malebaramo@unicef.org), +236 7055 0239

#### Coordination AEPHA en RCA

**Barnabé Falibaï**, Directeur General de l'Hydraulique, [falibaib@yahoo.fr](mailto:falibaib@yahoo.fr), +236 7569 2078

2016